

L'Humanité



le Rouge

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 360

samedi 1^{er} novembre 1975

LES NATIONALISATIONS A LA SAUCE CAPITALISTE

Pour résoudre la crise capitaliste sans transformation radicale et brutale de l'ordre social actuel dont chaque ouvrier sait qu'il est celui des patrons, les dirigeants du P.C.F. ont quelques remèdes miracles qui sont notamment la nationalisation de «secteurs clés» de l'économie et le développement de la coopération avec l'URSS.

Ces deux points sont en quelque sorte l'ossature du programme économique du P.C.F. Travailleurs, vous n'avez plus besoin de mener la lutte de classes dans les entreprises contre les licenciements, les baisses de pouvoir d'achat, les mauvaises conditions de vie. Il suffit de porter l'«Union de la gauche» au pouvoir. Tel est le raisonnement trompeur que tiennent les renégats du communisme.

Imaginez un peu ce que serait une société où, au lieu de 4 ou 5 grandes entreprises nationalisées, on en aurait 8 ou 10 grâce à l'œuvre «sociale» de partis «de gauche» : vous voyez la différence, vous ? Les exploités propriétaires du reste des moyens de production s'arrêteraient-ils de «rentabiliser la main-d'œuvre» comme ils disent ? S'arrêteraient-ils de licencier alors que ce sont précisément les lois de la concurrence et du profit maximum qu'ils sont obligés de suivre ? Et dans les entreprises nationalisées, quelle différence *profonde* avec le privé ? Il suffit de le demander aux ouvriers de Renault ou aux travailleurs des P.T.T.

D'ailleurs De Gaulle le savait bien, et c'est lui qui nationalisa des «secteurs clés de l'économie» en 1945. Ces nationalisations furent le moyen de remettre sur pied des entreprises vitales pour le fonctionnement de l'économie capitaliste et pour la réalisation des profits. Bien entendu ce sont les ouvriers, les paysans, tous les travailleurs, qui ont payé avec leur sueur, leur sang et leur argent la remise à flot de l'EDF, de la SNCF, de Renault, des Charbonnages, etc. Et si vous n'êtes pas convaincu, réfléchissez à cette déclaration qu'a faite jeudi Sanguinetti, l'un de ces chefs de file de la «majorité» au pouvoir : «Il faut nationaliser lorsque le secteur privé ne veut pas ou ne peut pas assurer sa fonction.»

Il ne reste plus aux dirigeants du P.C.F. qu'à étudier avec Sanguinetti quelles entreprises ils peuvent nationaliser en commun. Mais une chose est certaine, c'est que cela ne changera rien à la situation d'exploités des ouvriers.

Quant à la coopération renforcée avec l'URSS, un long discours est inutile : il suffit de regarder ce qui se passe dans des pays où la «coopération» avec l'URSS est on ne peut plus étroite. Comment se fait-il que les ouvriers polonais aient dû se révolter en 1971 pour obtenir des augmentations de salaires ? Et qu'ils se soient trouvés alors face aux chars russes qui ont tiré ?

(Suite page 8)

Juan Carlos demi-roi, la marche sur Hendaye interdite

LE COMBAT ANTIFRANQUISTE CONTINUE

L'annonce officielle de la mort du bourreau fasciste, Franco, ne nous est toujours pas parvenue. De toutes les façons celle-ci est maintenant indifférente. Pour nous Franco est mort. La comédie organisée au palais du Pardo à Madrid reflète les disputes au sein de la clique fasciste qui dirige l'Espagne.

Il est bien connu que la famille du dictateur est sérieusement opposée au successeur désigné, Juan Carlos. Tant que le «Caudillo» n'est pas officiellement mort, Juan Carlos ne peut recevoir les pleins pouvoirs. Il assure seulement une sorte d'«interim».

Jusqu'à jeudi Juan Carlos se refusait à jouer les «utilités». Cependant la situation du Sahara occidental que Madrid s'apprête à abandonner au Maroc contre l'avis de l'ONU et la mise en garde sérieuse du président algérien Boumédiène contre le forfait, aurait décidé le successeur de Franco.

Toutes ces manigances ont bien peu d'importance pour les peuples d'Espagne, car avec ou sans Franco le franquisme continue avec son cortège d'arrestations, de tortures, d'exécutions sommaires. Jeudi soir par exemple, on apprenait l'arrestation de huit militants de l'ETA basque.

Le franquisme poursuivant ses méfaits, la solidarité antifasciste du peuple de France doit continuer de s'exercer. Il est indispensable de développer et d'intensifier le soutien au FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote) et à l'ETA basque.

A cet égard le gouvernement français vient une nouvelle fois de montrer son souci de contribuer au «changement» dans la continuité du fascisme espagnol : l'interdiction de la marche sur Hendaye sous un prétexte fallacieux démontre au moins que les classes dirigeantes ont compris l'enjeu de la lutte antifasciste : celle-ci débouchera inévitablement sur des bouleversements profonds de la société espagnole.

Comptant sur leurs propres forces, mais soutenus par les peuples révolutionnaires du monde, ce sont les peuples d'Espagne qui auront le dernier mot. Le néo-franquisme ne passera pas.

(Article page 5)

Sommaire

**Le PCF une «affaire» qui marche
(enquête réalisée par des ouvriers) . . . p. 4**

**Assurances de Paris :
Entretien avec des grévistes p. 2-3**

**ANGOLA : Grossière attaque
de l'URSS contre le Zaïre p. 8**



GREVES DANS LA BANLIEUE DE ROUEN

A L'USINE LE TRANSFORMATEUR DU PETIT-QUEVILLY

Les travailleurs du Transformateur sont en grève avec occupation depuis le 16 octobre. Déjà au mois de mars le personnel avait réagi violemment contre 7 licenciements prononcés par la direction. Puis au mois de mai, la lutte recommence, à propos des systèmes de paiement : un salaire (de base) de misère, avec une prime (de rendement) de près de 60 % du salaire de base. Or chacun sait qu'une prime n'est pas un salaire (elle doit être intégrée dedans).

Pour ces 2 causes, les travailleurs du Transformateur ont engagé la lutte et obtenu gain de cause.

Aujourd'hui, les travailleurs occupent l'usine pour obtenir que ce que la direction appelle « prime de fin d'année » ne soit plus hiérarchisée, et en pourcentage par rapport au chiffre d'affaires, système qui a duré 28 ans, toute prime hiérarchisée étant une source de division des travailleurs.

Des grévistes.

VAN LEER A QUEVILLY

C'est une fabrique de fûts et de bouchons employant 420 ouvriers (hommes et femmes). Le patron envisage, dans un premier temps, de licencier 85 personnes le 3 novembre.

La section CGT a tout fait pour saboter le démarrage de la lutte contre les licenciements : après avoir bradé au CE les licenciements, la direction syndicale a démissionné en bloc, laissant choir les travailleurs. Mais inquiète de l'éventualité d'un mouvement, elle a préféré reprendre la tête de la section, et passe son temps à attaquer et dénoncer publiquement comme « ultra-rouge » un délégué du personnel CGT (militant de l'HR) et engagé une pétition contre lui, avec l'accord bien orchestré du patron et de l'UD CGT.

Dernièrement lors de la visite du PDG, un débrayage spontané de 180 ouvriers a eu lieu. Un tract du PCMLF circule dans l'usine, appelant les travailleurs à la grève avec occupation, la mise en place d'une AG et d'une direction, le rejet des traités syndicaux et révisionnistes. Une peinture du PCMLF sur les murs disait : « On ne négocie pas les licenciements, on les refuse. Occupation contre tout licenciement. »

D'autre part, le 27, le camarade délégué du personnel, avec l'appui de travailleurs syndiqués et non syndiqués, a appelé les travailleurs de l'usine à une AG pour décider collectivement des luttes à engager contre tout licenciement.

A suivre. Correspondant HR.

En Cote d'Or:

LA CLASSE OUVRIERE A L'OFFENSIVE

Après la première victoire des travailleurs de Hoover (emploi garanti pour tous pendant au moins 6 mois) plusieurs luttes continuent et se développent en Côte d'Or : Simplex, PBTP, laboratoires Monot, ... Parmi ces luttes, beaucoup sont impulsées par les seules sections CFDT, qui pratiquent d'authentiques

formes de lutte classe contre classe (séquestration, occupation, comme à Hoover), défendant les principes de la démocratie prolétarienne (assemblée générale, contrôle des négociations par les grévistes, ...).

De plus en plus, les yeux s'ouvrent dans la région : plus nombreux sont les travailleurs qui

Assurances du Groupe de Paris ENTRETIEN AVEC DES GREVISTES DU SIEGE

Récemment la direction a traduit les grévistes devant le tribunal des Référés, une trentaine d'entre eux assistaient à l'audience. La direction entendait demander leur expulsion immédiate, mais le juge a refusé, et une nouvelle audience doit avoir lieu le 4 novembre prochain. Aussi la grève et l'occupation du hall d'entrée des Assurances du groupe de Paris (AGP) se poursuivent-elles. Et les employés en lutte affirment n'avoir jamais eu si bon moral...

Voici ci-dessous la 2e et dernière partie de l'entretien avec un gréviste dont nous avons commencé la publication dans notre édition du 31 octobre (cf. HR No. 359).

— Le mouvement s'est étendu depuis le 10 octobre, comment ?

Aujourd'hui, au total, on est à peu près 150 grévistes. Rapidement 4 services ont emboîté le pas aux pools dactylos YC et YO. Ce sont les services F du courrier, XS ou juridique, ASM et FC ou administratifs. Les uns après les autres, ils ont rejoint le mouvement. Et mercredi, on s'attend à ce qu'un autre service nous rejoigne.

Jusqu'ici, pour se mettre en grève, tous les services ont procédé de la même manière, un peu comme les dactylos. Ils envoient un cahier de revendications à De Bary — c'est le responsable aux relations sociales, un superchef du personnel si tu veux. Dans ce cahier les employés précisent que s'ils ne reçoivent pas une réponse positive dans les 24 heures qui suivent, ils se mettent en grève. Comme De Bary refuse tout, les services se joignent à nous... En plus, les délégués CGT et CFDT se sont mis d'accord pour se mettre en grève, qu'ils travaillent ou non dans des services en grève.

— Quelles sont exactement les revendications ?

Il y en a de deux sortes. D'abord les revendications générales de tous les grévistes. Ce sont : la suppression

du travail au rendement, l'augmentation de 150 F pour tous, le salaire minimum à 1 800 F, la 5e semaine de congés payés, la révision complète des classifications, la prime de transport à 80 F et le paiement des jours de grève.

En plus chaque service a des revendications spécifiques. Par exemple, le service courrier (F) demande entre autres le renforcement des effectifs, le service administratif (FC) demande un chauffage suffisant. Quant aux dactylos de YC et YO, elles demandent la fin des brimades, l'assouplissement de la discipline, que les cadres soient tenus de parler correctement aux employées... Parmi les dactylos, beaucoup sont contre la hiérarchie. Elles se rendent compte que la hiérarchie a un rôle répressif. Dans la boîte pour avoir un grade, ce qui compte c'est l'autorité.

Ici comme dans beaucoup de boîtes, la promotion c'est un mythe. Quand tu rentres, tu fais un travail. Quinze ans après si tu es encore là, tu fais toujours le même travail. Pour l'ancienneté c'est pareil. Il y a des filles qui ont un an de maison, elles ne gagnent que 1 300 F par mois, d'autres avec 4 ans ne gagnent que 1 420 F...

— Et le déroulement, l'organisation de la grève ?

Quand on s'est mis en grève, on a été au local syndical. Aux pools dactylos il restait quelques non grévistes, et puis on a cru que la direction voulait embaucher des gens pour briser la grève. Alors tous ensemble on a décidé d'occuper les services dactylos au 6e.

On n'occupait que pendant la journée. Un matin en arrivant on s'est aperçu que la direction avait mis des gardiens devant les portes. Alors on a décidé de descendre et d'occuper le hall d'entrée.

Le vendredi on commençait la grève, dès le lundi on a mis en place des commissions de travail. A l'heure actuelle, il y en a 5 : une commission information, une commission finances, une commission femmes, une commission action et une commission culturelle qu'on vient de créer.

Beaucoup de grévistes travaillent dans les différentes commissions. C'est un atout important dans notre grève, du fait que ces commissions contribuent à renforcer la mobilisation. Chacun est motivé pour faire grève, mais cela ne suffit pas. Les commissions permettent de ré-

garder. Seulement quand on est ensemble on peut quand même discuter, non ? », comme si les délégués avaient deux langages, un devant le patron et un devant les grévistes... Là, le De Bary, il se mettait drôlement le doigt dans l'œil.

Avant on n'osait jamais parler aux cadres et à la direction. Maintenant, quand il le faut, on n'hésite pas à les remettre en place. On s'est aperçu que ce sont des gens incorruptibles, qu'ils n'hésitent pas à vous claquer la porte au nez. Au procès on a bien vu aussi avec quelle facilité ils peuvent mentir !



Les grévistes ont organisé une assemblée générale de tout le personnel pour expliquer les raisons de leur lutte (photo remise par les grévistes).

fléchir plus sur les problèmes qui se posent, sur les objectifs qu'on veut atteindre... Grâce aux commissions, on conduit la grève de façon plus efficace... Avant la grève on commençait à regarder sa montre 3 ou 4 heures avant la sortie, maintenant, souvent, on est tout surpris de voir l'heure de partir arriver si vite.

— Est-ce qu'il y a un comité de grève ?

Non. Comme on est tous dans le hall, quand il y a une décision à prendre, on prend le mégaphone et on vote à main levée. C'est l'assemblée générale permanente, si tu veux...

Quant aux discussions avec la direction, elles se font toujours en présence de grévistes. Pourtant la direction ne ménage pas ses efforts. Elle dit : « Pour négocier, il y a le comité d'entreprise, les délégués du personnel », mais on a toujours exigé qu'avec les délégués il y ait une délégation de grévistes...

A plusieurs reprises aussi, De Bary a essayé de tendre des pièges aux délégués. Il disait : « Je comprends, vous autres les délégués, vous faites votre métier, vous êtes des professionnels de l'agitation et de la propa-

— Est-ce que vous êtes soutenus dans votre grève ?

Les AGP emploient plus de 2 000 personnes, et on n'est que quelques services en grève. Alors on est passé dans les autres services, on a organisé une assemblée générale (cf. photo), et on s'est aperçu qu'on n'est vraiment pas isolé. Récemment on a fait une collecte parmi nos collègues : on a récolté 5 fois plus que ce qui est donné habituellement pour les grèves extérieures.

On a aussi reçu le soutien financier d'autres boîtes, comme la SCOR (compagnie d'assurances), le journal « Le Monde »...

Grâce à la grève, l'unité des deux sections syndicales CGT et CFDT de l'entreprise se renforce, elles marchent toutes deux au coude-à-coude dans la lutte, c'est ce que devait nous expliquer un gréviste, qui rappela enfin que les employés en grève rédigent un bulletin quotidien : YC - YO - XS - ASM en lutte. Ce gréviste devait conclure à ce propos en disant que les responsables du syndicat CGT des assurances (responsables extérieurs à la section CGT de l'entre-

Chez Lansiaux à Hénin-Beaumont (Pas de Calais)

L'avenir ne sera pas rose pour le patron

Vendredi 17 octobre, 100 des 200 ouvrières des établissements Lansiaux (chemiserie masculine), se mettent en grève contre le licenciement de l'une d'entre elles sous prétexte de « manque de productivité ».

Rapidement d'autres revendications apparaissent, elles sont discutées et votées en A.G. :

- 1) suppression du licenciement et de tout licenciement.
- 2) respect des coefficients (catégorie des salaires correspondants) et prime de fin d'année.
- 3) salle d'infirmier
- 4) remboursement des frais de déplacement.
- 5) paiement du lundi de ducasse (fête locale).
- 6) suppression des feuilles de réajustement de salaires.
- 7) réparation pendant le temps de travail et non après.
- 8) ventilateur en été.

Chez Lansiaux l'exploitation est féroce : payées au SMIC et même en-dessous pour certaines, cadences infernales, fiches de paie incompréhensibles, heures supplémentaires obligatoires et non payées ; les retouches sont à faire après le travail, etc.

Pour lutter, il faut s'organiser. Déjà avant la grève, une ouvrière avait mis sur pied une section CGT. Mais l'UL CGT l'a complètement laissée tomber. Alors, au déclenchement de la grève, les ouvrières créent leur section CFDT.

Voyant des travailleuses en lutte, qu'ils ne contrôlent pas, les dirigeants révisionnistes font leur sale boulot de démobilité : dans leur quotidien régional « Liberté » du 23 octobre, ils étalent leur mépris pour la lutte et les revendications, on peut y

lire : « Ce n'est pas extraordinaire ce qu'elles réclament, d'ailleurs presque tous les points sont des réclamations qui ne devraient pas être à faire puisqu'il y a longtemps que les pouvoirs publics auraient dû mettre le patron en demeure de respecter la législation du travail... »

D'autre part le journal passe sous silence l'existence de la section CFDT, alors qu'un autre article à côté exalte « les succès remportés dans une usine où n'existe qu'un seul syndicat, la CGT ».

Mais les ouvrières ont compris que ce n'est pas par la négociation, comme voudraient le faire croire ces faux communistes, mais par la lutte qu'on arrache la moindre chose au patron et que non, un licenciement ne vaut pas mieux que 10 !

Devant le mouvement, le patron, qui craint qu'il ne s'étende à ses 3 autres usines, cède sur 7 des 8 points, mais maintient le licenciement.

Peu organisées (c'est la première grève depuis 9 ans que l'usine existe), attaquées par les diviseurs du P.C.F., les ouvrières votent la reprise à une très faible majorité (36 contre 34).

Même s'il s'agit d'une défaite, beaucoup ont appris qu'unies elles étaient fortes, que la démocratie prolétarienne, les assemblées générales, le vote à main levée sont les seuls moyens pour tenir et pouvoir vaincre.

Et l'avenir ne sera pas rose pour le patron et les traîtres. Les ouvrières de chez Lansiaux n'en resteront pas là !

Correspondant HR.

Rhône-Alpes

Gilmo occupé

Aux établissements Gilmo (sous-vêtements féminins), alors que l'activité avait été normale au cours du premier semestre 1975, les travailleurs étaient mis au chômage partiel à la rentrée de septembre.

A la fin septembre, le patron, Bourvis, annonçait le dépôt de bilan au 1er octobre. Le tribunal de Commerce de Lyon ayant refusé la mise en règlement judiciaire et décidé la liquidation des biens, les 260 ouvriers et ouvrières ont décidé d'occuper les

locaux des 3 usines de Villeurbanne (Rhône), Cuisery (Saône-et-Loire) et Crémieu (Isère).

Le patron pousse le cynisme jusqu'à ne pas leur payer leur travail de septembre, voire même, à Cuisery, certaines prestations du mois d'août. La détermination des travailleurs est grande et ils se rendent bien compte qu'ils font les frais d'opérations de restructuration capitalistes : en effet les carnets de commande sont pleins.

prise) refusaient d'imprimer ce bulletin sous prétexte qu'il ne comporte pas le sigle « CGT », et que c'est donc le syndicat CFDT des assurances qui se charge seul du tirage. Nous cons-

tats pour notre part que le bulletin YO - YC - XS - ASM en lutte ne comporte pas non plus de sigle « CFDT » mais est simplement signé « les travailleurs en lutte »...

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement « l'Humanité rouge » quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : PRENOM :
AGE : PROFESSION :
ADRESSE :

SIGNATURE :

BULLETIN D'ABONNEMENT (Ecrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
Pli ouvert 32 F Pli fermé 60 F
3 mois 95 F 180 F
6 mois 190 F 360 F
Soutien 300 F 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE N° 30 226-72 - La Source

Le P«C»F : une affaire qui marche ! (3)

Dans nos éditions d'hier et d'avant-hier, les ouvriers marxistes-léninistes d'Alstom à Saint-Ouen, après une introduction sur l'aristocratie ouvrière et montrant que le P«C»F est un trust à succursales multiples, donnaient des exemples concrets sur les «affaires fructueuses» des Comités d'entreprise et sa succursale «Tourisme et travail».

UNE EXPERIENCE DE POINTE A L'EDF

L'exemple le plus frappant de la puissance financière du P«C»F est fourni par le CCAS (CE de l'EDF-GDF). La subvention y est égale à 1 % du chiffre d'affaire de l'EDF. En 1973, toujours d'après la CGT, cela faisait plus de 20 milliards d'anciens francs. (7 % de la masse salariale, soit 1 712 F par salarié en 73). D'autres sources d'information, de militants de l'EDF, révèlent que le CCAS disposait de près de 40 milliards d'anciens francs en 1975.

Financer le P«C»F avec l'argent des travailleurs.

Alors qu'à EDF-GDF les dirigeants révisionnistes mènent grand tapage pour «défendre la nationalisation», «contre l'emploi des entreprises privées», le CCAS vient de signer deux contrats avec une entreprise «privée» pour réaliser deux «études».

Montant de ces deux contrats : plusieurs centaines de millions !!

Mais ce n'est pas tout !

Ces contrats sont passés avec la SOGIR, c'est-à-dire une des nombreuses entreprises entre les mains du P«C»F. Rien de plus simple donc, pour les révisionnistes que de surévaluer un peu ou beaucoup les contrats pour faire passer une partie de l'argent au P«C»F !

Autre exemple : le CCAS a acheté à la CGT la polyclinique déficitaire de la rue Richerand. Rien de plus facile là aussi pour mettre de l'argent de côté. En général, étant donné l'importance des sommes qui transitent entre les mains des dirigeants révisionnistes du CCAS, il suffit de trouver des fournisseurs, vendeurs, etc., membres ou sympathisants du P«C»F, pour faire des ristournes et financer ainsi le P«C»F.

Encore un exemple : la plupart des services du CCAS sont installés dans un immeuble, rue de l'Argonne. Un certain nombre de bureaux y ont été libérés et accordés à la CGT seule..., tous les autres syndicats devant se contenter d'une minuscule pièce commune. (Il a fallu dénoncer publiquement cela pour qu'ils reculent et fassent un partage plus équitable.)

Des patrons «sociaux».

Il existe des cantines pour le personnel EDF-GDF dans toute la France. La direction en a confié la gestion aux représentants des fédérations syndicales, dans le cadre du CCAS, où les dirigeants révisionnistes de la CGT sont majoritaires.

Le personnel des cantines (plusieurs centaines de travailleurs) a depuis longtemps une revendication primordiale :

Travaillant en permanence pour EDF, dans ses locaux, il veut être titularisé comme l'ensemble des travailleurs d'EDF et donc, bénéficier de la garantie de l'emploi, des mêmes avantages sociaux.

Jusqu'à présent, les dirigeants révisionnistes avaient réussi à encadrer les travailleurs des cantines dans un syndicat CGT à la botte de la direction CGT du CCAS. Ce syndicat, dirigé par

deux permanents, qui eux sont titularisés et qui expliquent :

«On essaie de vous obtenir la titularisation, mais il faudrait qu'il y ait un autre gouvernement.»

Pour d'autres revendications :

«Cela coûterait de l'argent au CCAS, donc ce n'est pas possible car cela ferait des places de moins pour le personnel EDF pour les vacances.»

On trouve les mêmes arguments à l'Alstom et, le personnel y est tout aussi écrasé.

Le CCAS est le premier «club de loisirs» de France, avant le club Méditerranée. Et les révisionnistes en sont fiers : pardi, c'est une affaire qui tourne :

— en 1973, 142 000 personnes ont passé leurs vacances d'été dans ces centres et 22 800 leurs vacances d'hiver.

Le chiffre d'affaires de cette gigantesque entreprise commerciale est de plusieurs milliards d'anciens francs. Ce sont plusieurs centaines de millions d'anciens francs qui sont investis par an dans cette branche de «Tourisme et travail» (lisez : agence du P«C»F).

Et, tous ces capitaux sont fournis «gratuitement» par le patron. C'est une affaire en or pour la bourgeoisie révisionniste, mais cela arrange aussi le patronat, puisque de cette manière il entretient toute une couche de «dirigeants» ouvriers qui sont devenus de vrais petits (parfois grands) PDG.

Ces messieurs n'ont plus le temps de penser aux conditions de vie des travailleurs. Avec tous ces capitaux, ils «n'ont pas le temps» de faire autre chose !

Un détail intéressant : le président du CCAS, il y a un an, était membre du Comité central du P«C»F : illustration flagrante de la fusion entre cette bourgeoisie bureaucratique et l'appareil bureaucratique du P«C»F.



UN AUTRE POURVOYEUR DE FONDS DU P«C»F : L'IMPÉRIALISME RUSSE

Un certain M. Jean Doumeng a fait souvent parler de lui ces derniers temps.

Doumeng est PDG de la coopérative vinicole de Longages (Haute-Garonne), PDG de l'Union vinicole Midi-Pyrénées qui traite 250 000 hectolitres de vin par an, PDG de la Sica vins Midi-Pyrénées, PDG de la Cie Intégragra, PDG de la société Intégragra, propriétaire de 4 000 hectares dans le Sud-Ouest, propriétaire de deux fermes aux USA, etc.

MAIS, il est aussi : membre du Comité central du P«C»F, conseiller général P«C»F, maire P«C»F de la commune de Noé.

Les entreprises dont il est le PDG sont, en réalité, sous le contrôle de la direction du P«C»F. Elles sont aussi une filiale par laquelle l'impérialisme russe (que nous appelons aussi social-impérialisme, parce que c'est du socialisme en parole et de l'impérialisme dans les faits) achète, entretient, finance ses agents en France.

Ces entreprises ont, en effet, le monopole du commerce de certains produits agricoles et industriels avec l'URSS et les pays qu'elle domine. Elles ont le monopole de l'importation de production venant de la Russie et des pays dominés par elle. Elles ont le monopole de l'exportation de certains produits français vers l'URSS.

Quand l'URSS, dont la récolte a été désastreuse en 72, aura besoin de céréales, c'est Doumeng qui lui fournira un million de tonnes de blé et d'orge. Un marché pour lequel sa société touchera 60 MILLIONS DE DOLLARS de commissions. En 1973, Doumeng procurera à l'URSS, 120 000 tonnes de beurre, marché estimé à 1 MILLIARD DE NOUVEAUX FRANCS. Il fit de même sur le marché de la viande. Il a pris la moitié des parts de J. Estérel, s'assurant le contrôle de firmes de tricotage, de matériels agricoles, etc.

Récemment, la société Intégragra a conclu la plus importante vente de vins jamais faite avec la Russie. (Indiquons en passant que le businessman Doumeng est actuellement inculpé de fraudes sur les vins.)

On imagine aisément les immenses profits que permet cette situation de monopole aux entreprises du P«C»F.



Voyons encore un exemple précis :

C'est Doumeng lui-même qui le donne dans le journal «La dépêche du Midi» du 14 avril 1975 :

La société Intégragra est l'importateur exclusif des tracteurs Zetor fabriqués en Tchécoslovaquie. On compte actuellement 40 000 tracteurs Zétor en France, et leur importation représente 10 % du total des tracteurs importés en France. Chaque année, 3 000 tracteurs Zétor sont importés. Ces quelques chiffres suffisent à imaginer l'ampleur des profits réalisés, qui servent à entretenir les agents du social-impérialisme (l'impérialisme russe) en France.

Quelques chiffres encore : la société Intégragra dispose d'un réseau après-vente de 220 concessionnaires de tracteurs Zétor. Mais, en plus, dans l'accord commercial entre la France et la Tchécoslovaquie, l'importation des tracteurs Zétor est la contrepartie des exportations Renault en Tchécoslovaquie, le social-impérialisme, qui domine ce pays, a exigé que la société Intégragra ait le monopole de l'importation des tracteurs Zétor.

Par cette clause, le gouvernement français accepte en fait que l'impérialisme russe subventionne ses agents en France.

(A suivre)



L'Espagne après Franco (4)

Ni roi, ni junte :
République
populaire

Dès le premier jour de l'instauration brutale de la dictature fasciste, la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne a commencé et n'a jamais cessé depuis.

En 1973, elle prenait un nouvel essor et surtout de nouvelles perspectives avec la création du Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote (FRAP), rassemblant sur une plate-forme politique révolutionnaire 11 organisations espagnoles. Rappelons quelques-unes des grandes étapes de ce combat incessant.

— 1er Mai 1973, manifestations de rue à l'appel du FRAP, dans 17 villes d'Espagne, regroupant plusieurs dizaines de milliers de personnes. A Madrid, les manifestants s'affrontent avec la police pendant trois heures. La première exécution d'un policier franquiste a lieu ce même jour dans la capitale.

— 1er juillet 1974 : pour briser la grève de Pampelune qui a pris un caractère quasi insurrectionnel, la dictature doit faire converger des renforts de l'armée et de la police, venus de tout le pays.

— En novembre, grève du bâtiment à Madrid : 100 000 ouvriers répondent à l'appel du FRAP.

— Janvier 1974, grève d'ITT-Standard : 18 000 à 20 000 grévistes affrontent la police.

— Août 1974 : le FRAP lance un mot d'ordre de grève générale révolutionnaire pour l'automne. Il touchera plus de 600 000 ouvriers.

Un simple chiffre est révélateur du niveau des luttes : en Espagne où faire grève c'est poser un acte politique courageux, il y a eu environ 50 millions d'heures de travail perdues pour fait de grève. C'est le chiffre le plus important depuis 1939.

Enfin, tout récemment, l'exécution des 5 jeunes révolutionnaires a vu le pays basque paralysé pendant plusieurs jours et de nombreux mouvements de colère dans tout le pays.

Les masses populaires qui se soulèvent ainsi vigoureusement, notamment à l'appel du FRAP, contre la dictature franquiste et l'impérialisme américain, n'ont par contre jamais bougé pour soutenir une quelconque initiative de la «junte démocratique». Celle-ci ne peut pas se vanter d'une seule démonstration populaire d'appui à sa cause ; cela est significatif de son isolement et de son rejet de la part des véritables patriotes.

Le vœu le plus ardent du peuple espagnol est le renversement de la dictature franquiste. Avec ou sans Franco, avec le roi ou la junte, celle-ci reste encore debout, bien que dans sa phase d'agonie. Elle ne disparaîtra que par son renversement violent par la lutte du peuple, y compris sous sa forme armée, la guerre populaire.

Sous le drapeau du FRAP, le drapeau de la glorieuse République populaire espagnole, c'est la masse de la classe ouvrière, des paysans pauvres, des étudiants et intellectuels patriotes et révolutionnaires, des nationalités opprimées qui se regroupent pour en finir avec la guerre civile, commencée en 1936, en imposant la victoire des armes du peuple. Très bientôt revivra la République populaire espagnole, fédérative, et indépendante de l'une comme de l'autre superpuissance.

DECLARATION DU VICE-PREMIER MINISTRE IENG SARY

Vers un Cambodge entièrement nouveau

M. Ieng Sary a récemment accordé au cinéaste Roger Pic, une interview sur la situation actuelle du Cambodge, destinée aux télévisions européennes. Les extraits que nous en reproduisons sont la meilleure réplique à l'odieuse campagne de presse orchestrée dans notre pays contre le peuple cambodgien nouvellement indépendant.

— *Pouvez-vous en quelques mots définir la nature du nouveau régime du Cambodge ?*

Comme vous le savez, le Congrès national spécial du Kampuchea, tenu les 25, 26 et 27 avril 1975, a proclamé reconnaître et respecter solennellement la volonté du peuple d'édifier un Kampuchea indépendant, pacifique, neutre, souverain dans son intégrité territoriale, non-aligné, et de vivre dans une communauté nationale où règnent le bonheur, l'égalité, la justice et une démocratie véritable, où il n'existe ni riche ni pauvre, ni classe exploiteuse, ni classe exploitée, en un mot, une société où tout le peuple vit dans la nation et où chacun participe à la production, à l'édification et à la défense du pays...

— *Comment expliquez-vous, après votre victoire militaire, la décision prise par les forces révolutionnaires d'évacuer Phnom Penh*

et de faire partir du Cambodge tous les étrangers ?

... Après la libération totale de notre pays, nous avons pensé ne trouver à Phnom Penh et dans les autres chefs-lieux de province qu'une population totale d'environ deux millions d'habitants. En vérité, il nous fallait nourrir en tout, et en plus, environ 3 millions de personnes. (...) Par conséquent, nous avons tout simplement informé les habitants de Phnom Penh que s'ils voulaient vivre et trouver de la nourriture, certes non abondante mais suffisante, ils pouvaient gagner la campagne où une structure d'accueil a été mise en place depuis quelque temps. En 5 jours, ceux-ci ont quitté la ville et rejoint la campagne environnante. 70 % de ces habitants ont ainsi pu se nourrir mieux qu'avant la libération de la ville.

... En second lieu, cette évacuation de Phnom Penh avait aussi pour objectif de déjouer le plan de sabotage, d'assassinat, de complot tendant à semer le trouble, la confusion, le désordre de toutes sortes. (...) L'ennemi comptait, à cet effet, sur notre incapacité de nourrir la population nouvellement libérée, sur la corruption de nos forces révolutionnaires et sur l'organisation des commandos mis en place. Tel est pour le pouvoir populaire l'enjeu politique de cette importante décision...

ISRAEL :

Le sort des prisonniers palestiniens

Quatre mille prisonniers politiques palestiniens sont actuellement torturés dans les prisons des territoires occupés a révélé mercredi soir, à Londres, une avocate israélienne, Me Félicia Langer.

L'avocate a fait cette déclaration au cours d'une conférence de presse où elle a présenté son livre «De mes propres yeux», témoin oignant sur la situation dans les prisons israéliennes. Elle a mis les autorités sionistes au défi de permettre une inspection qui infirmerait ses déclarations.

A l'exemple d'Israël Shahak, président de la Ligue israélienne des droits de l'homme, de plus en plus nombreuses sont les voix des Juifs antisionistes qui, en Israël même, s'élèvent contre la spoliation des droits du peuple palestinien, le racisme et les discriminations qui sont à la base de l'État sioniste.

CORÉE DU SUD :

Vente de matériel nucléaire français

Le gouvernement français vient de signer un contrat de vente à la Corée du Sud d'usines de production de matières fissiles, notamment de plutonium et d'uranium enrichi. Ces matières nucléaires est-il précisé, doivent être utilisées à des fins «pacifiques». Mais chacun sait, qu'en la matière, c'est un jeu d'enfant de les utiliser pour la fabrication d'armes nucléaires et que le contrôle réel de leur affectation est quasiment impossible. C'est pourquoi cette décision est scandaleuse et doit être vigoureusement dénoncée comme une menace directe contre la République démocratique et populaire de Corée, effectuée avec la complicité du gouvernement français.

Car s'il est juste que les pays dont l'indépendance est menacée par les superpuissances aient le droit de s'équiper d'armes nucléaires dans un but défensif, il est bien évident que tel n'est pas le propos du gouvernement de Séoul, fantoche de l'impérialisme américain dont les troupes stationnent toujours sur ce territoire sous le manteau de l'ONU. Il s'agit en fait de renforcer la politique de chantage et d'agression contre la République populaire de Corée que l'impérialisme US n'a pas hésité à menacer, à plusieurs reprises de bombardements nucléaires. En signant ce contrat, le gouvernement français se fait complice de cette machination contre le peuple coréen.

URSS :

Doublement des dépenses militaires

Le chef de l'agence de renseignements du département américain de la défense, le général Graham, vient d'affirmer que, au cours de ces dernières années, l'URSS a doublé la part de sa production consacrée à la défense nationale.

Cette part serait passée de 6 à 8 % du Produit national brut il y a quelques années, à 15 % actuellement. Il estime les dépenses militaires soviétiques à quelque 92 milliards de dollars par an. Le chef des services de renseignement du Pentagone a souligné que cette augmentation permet notamment aux Soviétiques d'accroître considérablement leur aptitude à «mener une guerre conventionnelle massive en Europe».

Enfin les USA annoncent qu'une nouvelle explosion nucléaire souterraine soviétique a probablement eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi au Centre d'essais nucléaires de Semi-Palatinsk. Ce serait la neuvième enregistrée cette année. Voilà bien le vrai visage de la «détente» prônée par Brejnev !

LA POLICE MEDICALE
DES PATRONS

En juin dernier, des ouvriers de Caterpillar (Échirolles, près de Grenoble), en arrêt-maladie, reçoivent la visite d'un certain docteur Ben Guigui. Écoutons l'un d'entre eux raconter la scène :

« Bonjour, vous désirez ?
- Je suis médecin, vous êtes bien à l'assurance actuellement ?
- Oui.
- Je viens contrôler votre arrêt-maladie.
- Ah ! Vous êtes le contrôleur de la Sécurité sociale ?
- Heu..., c'est-à-dire que je viens de la part de Caterpillar...
- Mais alors, vous êtes un médecin de Securex payé par le patron ! Fallait le dire plus tôt... Moi je considère que CE QUE J'AI, NE REGARDE PAS MON EMPLOYEUR. C'est une investigation qu'on vient faire chez moi.
- Alors, vous ne voulez pas vous faire examiner ?
- C'est même pas légal votre truc ! Vous pouvez partir, vous n'entrerez pas ici.
- Comment ? Ah, c'est clair, vous êtes un agitateur syndical ! Vous perdrez toutes vos indemnités...
Claquement de la porte... Ben Guigui s'en va.
Quelques jours plus tard, le directeur du personnel confirme la perte des indemnités

par lettre recommandée. Cette mesure n'étant pas conforme aux accords syndicats-patronat sur la mensualisation (qui prévoient que le patron doit payer à tout ouvrier malade, ayant un an d'ancienneté au moins, le complément des indemnités versées par la Sécurité sociale), les deux ouvriers attaquent la direction devant les Prud'hommes. Les sections CFDT et CGT rédigent un tract très bien accueilli parmi les ouvriers (qui débrayèrent une demi-heure).

Ce qui est en jeu dans la lutte en cours, c'est le droit pour les patrons de créer un corps de médecins entièrement à leur solde, capables de contredire le diagnostic du médecin traitant et les décisions de la Sécurité sociale. Les patrons comptent beaucoup sur l'effet d'intimidation des mesures qu'ils prennent : en contrôlant seulement un petit nombre d'ouvriers malades et « bien choisis », ils pensent dissuader les travailleurs de se mettre en congé-maladie.

Mais le calcul des patrons est fondamentalement mauvais. Déjà ils ont fait reporter la tenue du procès à décembre, mais les ouvriers en profitent pour organiser leur lutte et développer le soutien.

Les travailleurs ont le droit à la santé et donc au congé de maladie, ce ne sont pas les patrons qui décideront du droit des travailleurs à se soigner.

La nouvelle politique des salaires en URSS...ou comment renforcer l'exploitation des travailleurs (2)

Le nouveau système a été définitivement mis en place entre 1959 et 1961 par l'institution de normes tarifaires. Mais il y a un hic : tout dépassement des normes tarifaires devait donner lieu à une attribution de prime aux travailleurs concernés. L'astuce de la bourgeoisie soviétique a consisté à trouver des formules visant à faire augmenter la productivité des travailleurs sans leur laisser autre chose que de petites carottes... et un grand bâton.

Premier procédé : élévation des cadences
P. Grevet nous révèle que depuis décembre 1972 les normes de travail (autrement dit les cadences) ont été relevées dans toute l'industrie soviétique. De cette manière, les salaires réels ont pu être diminués.

Deuxième procédé : intéressement des travailleurs aux licenciements collectifs
C'est ce que le scribe de la revue du P.C.F. « Economie et politique » appelle gentiment « La méthode de Schekino ». Cette méthode est extrêmement simple : dans l'usine citée on a « réorganisé le travail », c'est-à-dire qu'on a licencié une bonne partie du personnel et qu'on a augmenté l'intensité du travail pour les ouvriers restants. Les économies de salaires ainsi réalisées ont été réparties entre les salariés de l'entreprise sous forme de prime temporaire représentant jusqu'à 30 % du salaire de base. Autrement dit la bourgeoisie soviétique incite les ouvriers à rentrer directement en concurrence pour s'éliminer mutuellement ; la prime de licenciement est donnée non pas aux travailleurs licenciés mais à ceux qui restent, pour les inciter à faire partir leurs

camarades ! Au bout du circuit les capitalistes récupéreront le montant des économies ainsi réalisées. Comme exemple d'extorsion du surprofit et de division des travailleurs, celui-là est particulièrement ignoble. Ce n'est pas tout ! Toujours sous la plume du révisionniste Grevet nous apprenons que la méthode Schekino se généralise rapidement. Elle s'appliquerait actuellement à plus de 1 500 entreprises. Depuis décembre 1972 elle peut être mise en place sur simple décision des directeurs d'entreprises. On imagine sans peine leur empressement, puisqu'ils sont en fin de compte les grands bénéficiaires de l'opération !

Toutes ces mesures sont présentées comme visant à « l'amélioration des conditions de vie des travailleurs soviétiques ». Le mensonge est tellement gros que l'auteur de l'article ne cherche même pas à être persuasif. Il laisse même échapper ici et là quelques confidences. On lit par exemple ceci : « La mobilité des travailleurs entre les entreprises semble rester actuellement assez forte. Elle peut être comprise comme l'effet de certaines formes de concurrence entre les entreprises, mais aussi comme une expression d'inégalité dans les conditions de vie et de travail ou de certaines difficultés à obtenir sur place les aménagements et promotions voulus. » Tiens, tiens ! L'Union soviétique ne serait pas tout à fait un paradis pour les travailleurs ? Décidément les révisionnistes eux-mêmes ont de plus en plus de mal à cacher la triste réalité, à savoir que l'URSS est devenue un pays totalement capitaliste où la loi du profit maximum sur le dos des travailleurs s'exerce impitoyablement.



LENINE EN
OCTOBRE 1917

Résumé : En allant à l'institut Smolny - haut-lieu du commandement révolutionnaire - Lénine et Vassili rencontrent les militaires chargés d'arrêter Lénine. Vassili le cache et envoie les militaires dans une autre direction.



95) Lénine et Vassili arrivent dans le couloir. Lénine dit à Vassili d'aller contacter Staline. Il s'assoit sur un bac à côté de quelqu'un. Il examine tout ce qui se passe devant ses yeux. Il ressent une joie infinie et pense : « Tout se passe très bien, vraiment très bien... »



96) A côté de Lénine est assis un jeune et simple paysan. Il se rapproche un peu de Lénine et lui demande : « Camarade, as-tu déjà rencontré Lénine ? » Lénine regarde ce jeune paysan et lui répond en souriant : « Je ne l'ai jamais rencontré... » et lui demande ce qui se passe ?



97) Le jeune garçon dit : « On dit qu'il se trouve ici. J'ai envie de le rencontrer ; je pense qu'il est sûrement très costaud. C'est sûrement une personne très énergique... » Lénine répond en souriant : « Comment est Lénine, il ne le sait pas non plus...! »



98) Vassili arrive accompagné de Staline. Lénine et Staline se serrent chaleureusement la main et se dirigent ensemble vers le quartier général de la Révolution. Vassili, au moment de partir, est retenu subitement par le jeune paysan qui n'est autre que le frère de sa femme et lui dit : « Petit Pierre ! »

(A suivre)



Les grévistes des Blanchisseries de Pantin-ELIS parlent avec indignation de leurs conditions de travail lors de la conférence de presse (Photo HR).



A Orly, les travailleurs d'Air France ont manifesté et bloqué le départ des avions (Photo AFP).



A Pontailleur-sur-Saône, les ouvriers de la PBTP (travaux publics), après avoir séquestré leur patron, barrent la route pour l'empêcher de partir (Correspondant HR).



Idéal-Standard : les grévistes ont organisé une journée «portes ouvertes» pour populariser leur lutte (Photo Adja).

Un aspect de l'actualité en images :

LES LUTTES EN FRANCE.

Cette semaine, notre page photos est axée sur les luttes populaires en France (Orly, Blanchisseries de Pantin, PBTP, Idéal Standard). Nous remercions les diffuseurs et lecteurs de notre journal qui nous envoient des documents photographiques et les encourageons à persister dans cette voie.

Mais en dehors d'une contribution de province, le reportage sur les luttes n'a pu être réalisé que par les camarades photographes du journal et avec des photos d'agences. Or ce ne sont pas les luttes populaires, les grèves, ... qui manquent à l'heure actuelle, bien au contraire !

Camarades et lecteurs, ceci nous montre bien qu'il faut développer nos efforts rapidement pour faire des reportages photos, et ceci non seulement là où nous sommes présents, mais aussi autour de nous, partout où les travailleurs entrent en lutte. C'est la condition pour une vraie page d'actualité en photos et pour un journal qui chaque jour reflète, aussi par l'image, les luttes des travailleurs.



Liban : les combats font rage à Beyrouth entre les «Kataeb» (phalangistes) et le «bloc des gauches», en dépit de l'aspiration du peuple libanais à l'unité nationale (Photo A.P.).



Sahara occidental : Le Front POLISARIO a organisé une manifestation dimanche contre les tentatives visant à priver le peuple saharoui de l'autodétermination et de l'indépendance (Photo Fotolib).

GROSSIERE ATTAQUE DE L'URSS CONTRE LE ZAIRE

Poursuivant sa campagne de division des peuples et pays africains destinée à faciliter sa pénétration néo-colonialiste, la superpuissance russe vient de s'en prendre au Zaïre (Congo ex-belge).

La « Pravda » des impérialistes de Moscou prétend reprocher en effet à ce pays son soutien au Front national de libération de l'Angola (FNLA).

C'est vraiment un comble ! La guerre civile fait actuellement rage en Angola, et chacun sait que ceux qui l'ont suscitée ce sont les dirigeants soviétiques. Il y a en Angola trois mouvements de libération qui tous trois ont effectivement mené la lutte armée contre le colonialisme portugais : le MPLA, le FNLA et l'UNITA. Il est donc normal que tous trois s'unissent pour gouverner un Angola indépendant. C'est là la volonté du peuple angolais, c'est celle des autres pays africains comme a eu l'occasion de le manifester publiquement l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Mais l'URSS qui n'est pas un pays africain, pour quiconque a des connaissances géographiques même sommaires, a décidé qu'un seul des mouvements de libération devait gouverner : elle l'a qualifié de progressiste et taxé les autres de réactionnaires. Elle a tout fait pour attiser les tensions. Et elle livre actuellement des quantités d'armes prodigieuses pour alimenter une guerre civile sur laquelle elle nourrit de grands espoirs, l'Angola étant le diamant de l'Afrique.

Furieux de voir les dirigeants du Zaïre, pays voisin de l'Angola, dénoncer leur opération, Brejnev et Cie ont adressé une « note » menaçante au Zaïre.

La grande trouvaille de la « section propagande » des impérialistes russes a été, en effet, devant les déboires qu'ils rencontrent actuellement en Angola, d'assimiler purement et simplement l'action de deux des trois mouvements de libération angolais à

une invasion du Zaïre et de l'Afrique du Sud. Ce mensonge est repris par tous les perroquets de Moscou. C'est ainsi que le député P.C.F., Ballanger, a déclaré le 30 octobre à Paris : « La France participe à travers le Zaïre et l'Afrique du Sud à l'agression contre le MPLA. »

Mais le Zaïre n'est pas prêt à se laisser faire. Parlant de la « note » de l'URSS, l'agence officielle de presse zairoise a déclaré qu'il s'agissait d'une provocation grave et gratuite et elle a ajouté, parlant toujours de l'URSS et de Brejnev « qu'après avoir séduit certains pays africains qu'elle a spirituellement enchaînés, l'URSS a toujours voulu étendre son camp dans notre continent en passant par le Zaïre... Mais la porte toujours fermée du Zaïre l'intrigue ». « De là à envisager l'Angola comme tête de pont pour son implantation en Afrique, et singulièrement en Afrique centrale, il n'y a qu'un pas. » « Or l'Angola, au fil des combats, lui échappe à son tour. »

« Brusquement, dit encore l'agence, voilà que le monstre soviétique se démasque et à l'encontre de toutes les normes internationales, voudrait porter ses griffes sur le Zaïre. » « Mais le Zaïre se souvient du printemps de Prague et en a tiré les leçons (...) de sorte que l'impérialisme soviétique ne passera pas. »

SUITE DE L'EDITORIAL

Non, il ne faut pas se laisser endormir sur l'air des « nationalisations », de la « détente internationale » et de la « coopération économique avec l'URSS » !

Il faut mener le combat de classe dans les entreprises, les campagnes, les quartiers, les établissements scolaires. Il faut se préparer à une véritable prise en main par les travail-

MITTERRAND :

Le PCF a du mal à s'adapter

Encore la polémique Marchais-Mitterrand... : « La raison principale de l'offensive antisocialiste du Parti communiste tient sans doute au fait que ce dernier, habitué à dominer la gauche depuis plus de trente ans, a quelque peine à s'adapter à la situation nouvelle. »

Ces propos, c'est Mitterrand qui les a tenus pour « l'Unité », l'hebdomadaire du Parti socialiste. Comme ils sont lumineux et comme ils confirment bien ce que les authentiques communistes n'ont cessé de dire depuis plus de dix années : l'alliance qu'a passée le Parti socialiste avec le P.C.F. a un caractère purement électoraliste. Elle a toujours été destinée à gagner des voix P.C.F. au PS. Et c'est effectivement ce qui s'est passé. Le Parti socialiste est devenu le premier parti de la gauche tandis que le P.C.F. a, ou bien stagné dans le meilleur des cas autour de ses cinq millions de voix, ou bien reculé comme ce fut le cas à Périgueux l'an dernier, et encore à Châtelleraut, voici quinze jours. Voilà où mène l'opportunisme. Et il a raison Mitterrand, quand il dit que le P.C.F. a du mal à s'adapter à la situation nouvelle.

Quant à nous, nous n'irons pas pleurer sur les déboires de monsieur Marchais et de ses compères. Ils ont récolté ce qu'ils ont semé : les fruits de la trahison des intérêts révolutionnaires des ouvriers et des paysans sont toujours très amers. Et comme les dirigeants du P.C.F. sont irrémédiablement engagés dans cette voie, l'avenir leur sera encore plus sombre.

leurs de leurs propres affaires et pour cela dans l'action, former des comités de grève ou d'action, des assemblées générales ouvrières et populaires où s'exerce effectivement la plus large démocratie. En un mot, il faut que les travailleurs de France se préparent dans les innombrables luttes quotidiennes à faire la révolution et à instaurer la dictature du prolétariat sur les exploités.

OCCUPATION DE LA BISCUITERIE AZUR

Les 250 salariés de la Biscuiterie Azur de Vincennes (Seine-Saint-Denis) poursuivent la grève avec occupation qu'ils ont déclenchée il y a trois jours. Cette action, déclare la CFDT, est destinée à protester contre le non-respect de la convention collective, en matière de congés payés ou de congés maternité. 80 % des salariés sont des travailleurs immigrés, en grande partie d'origine portugaise.

GREVE DANS LES PRISUNIC D'Auvergne ET DU MIDI

Les employés de certains magasins du Puy-de-Dôme, du Gard et des Bouches-du-Rhône de la chaîne « Prisunic » ont cessé le travail mercredi.

Deux magasins à Clermont-Ferrand et un à Thiers sont fermés. Les deux-tiers des employés d'un magasin à Issoire, resté ouvert, ont cessé le travail. De source syndicale on apprend que la grève déclenchée pour obtenir la fixation d'un salaire minimum de 1 700 F par mois et la conclusion d'une convention nationale a touché des magasins à Alès, Nîmes, Berre, Marignane et Aubagne.

GREVE A OUEST-FRANCE

Les ouvriers des ateliers d'expédition de Ouest-France ont déclenché une grève sans préavis. Ils exigent des augmentations de salaires immédiates. C'est pourquoi Ouest-

France ne paraîtra plus tant que les travailleurs n'auront pas obtenu satisfaction sur cette revendication.

TROIS ENTREPRISES DE CARÉNAGE DE BREST OCCUPÉES PAR LE PERSONNEL

Les ouvriers de trois entreprises brestoises de carénage — sur les quatre en grève depuis mardi et qui réunissent 535 employés — occupent depuis mercredi matin les locaux de travail.

C'est pour obtenir un accord d'indemnisation des heures perdues plus avantageux que les mesures légales, et également en raison des menaces de chômage partiel qui pèsent sur le secteur de la réparation navale, que le mouvement de grève a été déclenché.

PARIS : GREVE ET OCCUPATION DU SIEGE DES ÉTABLISSEMENTS PONTREX (Portes et huisseries)

Les 98 salariés du siège des établissements Pontrex, Paris 8^e, se sont mis en grève avec occupation jeudi matin pour protester contre des projets de licenciements menaçant les ouvriers de plusieurs usines de cette société.

D'autre part, 300 ouvriers des établissements Pontrex poursuivent leur grève avec occupation à l'usine d'Argentat (Corrèze) et des arrêts de travail ont également lieu sur d'autres chantiers employant au total 300 autres personnes.

GREVE DE LA SOTRACOMET DE MAIZIERES-LES-METZ

L'ensemble du personnel de l'usine de la Sotracomét de Maizières-les-Metz (travaux de constructions métalliques), soit 424 personnes, observe depuis le 29 octobre une grève illimitée en signe de protestation contre les menaces de licenciement existant depuis le 5 août dernier, date du dépôt de bilan de la société.

Les salariés de la Sotracomét, qui ont bloqué mercredi l'accès du centre de la ville de Maizières aux automobilistes, ont l'intention de se rendre le 1^{er} Novembre au marché d'Hagondange (Moselle) pour exposer leur situation aux habitants.

LA POLICE A FAIT ÉVACUER LE SIEGE DE LA COMSIP A ORTHEZ

La police a fait évacuer jeudi après-midi le siège régional de la COMSIP à Orthez (Pyrénées-Atlantiques), occupé par ses employés depuis le 20 octobre dernier.

L'opération, qui s'est déroulée sans incident, fait suite à la décision d'évacuation prise mardi dernier par le tribunal des Référés de Pau.

Le personnel de cette entreprise d'automatisation et d'informatique — 200 personnes — était convié à participer vendredi matin à une assemblée générale qui devait décider des suites à donner au mouvement.